

**Direction des Achats, de la Logistique
et du Biomédical**

Pouvoir adjudicateur :

CHU de BREST
Etablissement support du GHT de Bretagne Occidentale
2 avenue Foch
29609 BREST CEDEX

Appel d'offres ouvert

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Fourniture de fruits et légumes frais
pour le GHT de Bretagne Occidentale**

La procédure de consultation utilisée est un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et R.2124-2 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique (version en vigueur au 1^{er} avril 2019)

Rédacteur : Nicolas BESNAULT
Date : 15 avril 2025
Référence : 2025DAL0046



SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET	4
1.1 Désignation	4
1.2 Décomposition en lots	4
ARTICLE 2 – PROCEDURE – FORME DU MARCHÉ	4
2.1 Procédure.....	5
2.2 Forme du marché	5
ARTICLE 3 – DUREE	5
3.1 Durée de l'accord-cadre.....	5
3.2 Délais d'exécution	6
3.3 Marchés complémentaires et /ou similaires.....	6
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE MULTI-ATTRIBUTAIRE (LOT N°1).....	7
5.1 Obligations des parties	7
5.2 Modalités de remise en concurrence et d'attribution des marchés subséquents	7
ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS (LOT N°1) ET DES ACCORDS-CADRES MONO-ATTRIBUTAIRES (LOTS N°2 ET 3).....	7
6.1 Commandes	8
6.2 Livraisons	8
6.3 Opération, vérification, admission	9
ARTICLE 7 – PRIX ET REGLEMENT.....	9
7.1 Règlement des fournitures.....	9
7.2 Modalités de révision.....	10
7.3 Clause de sauvegarde	11
7.4 Changement de référence	12
7.5 Versement d'avance	12
7.6 Conditions de règlement.....	12
7.7 Dématérialisation des factures	13
ARTICLE 8 – PENALITES	14
8.1 Pénalités de retard d'exécution des prestations.....	14
8.2 Pénalités pour non-réponse à une remise en concurrence des marchés subséquents	14
8.3 Dispositions communes aux pénalités prévues aux articles 8.1 et 8.2	14
8.4 Pénalités au titre de l'article L.8222-6 du Code du Travail.....	14
ARTICLE 9 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	14

ARTICLE 10 – RESILIATION	15
ARTICLE 11 – DIFFERENDS ET LITIGES	16
ARTICLE 12 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	16
ARTICLE 13 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE	16

Préambule sur la référence aux textes en vigueur

Cette procédure est passée en application du Code de la Commande Publique, version consolidée au 1^{er} avril 2019.

Les documents de la consultation font référence à ce texte par la mention « Code de la Commande Publique » ou « CCP ».

Préambule sur le Groupement Hospitalier de Territoire - GHT

Dans le cadre de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, le groupement hospitalier de territoire (GHT) de Bretagne Occidentale (territoire de santé n° 1) a été formé au 1^{er} juillet 2016 par arrêté de l'agence régionale de santé Bretagne.

Le GHT de Bretagne Occidentale est composé des établissements suivants :

- le Centre Hospitalier Universitaire de Brest
2 avenue Foch – 29609 BREST cedex
- Le Centre Hospitalier de Crozon
Rue Théodore Botrel – BP 9 – 29160 CROZON
- Le Centre Hospitalier de Landerneau
1 route de Pencran Lavallot – 29207 LANDERNEAU cedex
- Le Centre Hospitalier de Lanmeur
9 rue Traon Bezen – 29620 LANMEUR
- Le Centre Hospitalier de Lesneven
Rue Barbier de Lescoat – 29260 LESNEVEN
- Le Centre Hospitalier des Pays de Morlaix
15 rue de Kersaint-Gilly – 29672 MORLAIX cedex
- Le Centre Hospitalier de Saint Renan
17 rue de Brest – 29290 SAINT RENAN

A ce titre, l'acheteur est l'établissement support du GHT soit pour le GHT de Bretagne Occidentale :

Centre Hospitalier Universitaire de Brest
2 avenue Foch – 29609 BREST cedex

qui assure la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement, conformément aux seuils de délégation de signature pour les marchés publics et contrats de concession.

Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest assure l'ensemble de la procédure de passation de l'accord-cadre et des avenants (article R6132-16 du Code de la santé publique). Il est chargé de signer l'accord-cadre, les avenants et de les notifier.

Chaque établissement partie exécute l'accord-cadre.

D'autres établissements membres du GHT sont susceptibles de s'ajouter à cet accord-cadre dans le cadre du groupement. Un ajout éventuel ferait l'objet d'un avenant.

ARTICLE 1 – OBJET

1.1 Désignation

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet la prestation suivante :

Fourniture de fruits et légumes frais

Pour les établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de Bretagne Occidentale (GHT BO) suivants :

- Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest (CHU de Brest)
- Le Centre Hospitalier Ferdinand Grall de Landerneau (CH de Landerneau)
- Le Centre Hospitalier de Lanmeur (CH de Lanmeur)
- Le Centre Hospitalier de Lesneven (CH de Lesneven)
- Le Centre Hospitalier des Pays de Morlaix (CH de Morlaix)
- Le Centre Hospitalier Le Jeune de Saint-Renan (CH de Saint-Renan)

Les caractéristiques et quantités des produits sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et dans les Bordereaux des Prix Unitaires (BPU).

1.2 Décomposition en lots

Les fournitures sont composées des 3 lots suivants :

N°	Désignation	Etablissements concernés
1	Fruits et légumes frais	CHU de Brest CH de Landerneau CH de Lanmeur CH de Lesneven CH de Morlaix CH de Saint-Renan
2	Légumes de saison bio pour le CHU de Brest	CHU de Brest
3	Légumes de saison bio pour le CH de Lanmeur, le CH de Landerneau et le CH de Lesneven	CH de Lanmeur CH de Landerneau CH de Lesneven

Les quantités inscrites sur les bordereaux de prix unitaires sont des quantités indicatives basées sur les consommations antérieures.

La valeur des accords-cadres conclus à l'issue de cette consultation correspond à la somme des produits : prix unitaires HT par la quantité prévisionnelle de chaque produit.

Les lots composant la consultation pourront être attribués à un ou plusieurs fournisseurs.

ARTICLE 2 – PROCEDURE – FORME DU MARCHÉ

2.1 Procédure

La procédure utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert, par application des articles R2124-2 et R2161-3 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

2.2 Forme du marché

- **Lot n°1**

Le marché revêt la forme d'un accord-cadre multi-attributaire donnant lieu à la conclusion de marchés subséquents, selon les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. L'accord-cadre est multi-attributaire, conformément à l'article R2162-10 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Il régit les relations contractuelles de passation de marchés subséquents entre les établissements du GHT BO et les attributaires (au nombre de 3 maximum, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres).

Les marchés subséquents qui seront passés sur la base de cet accord-cadre seront précédés d'une mise en concurrence organisée entre les titulaires de l'accord-cadre lors de la survenance du besoin.

Les marchés subséquents qui seront conclus sur la base de l'accord-cadre seront exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R2162-13 à R2162-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

- **Lots n°2 et 3**

Chaque marché revêt la forme d'un accord-cadre mono-attributaire sans remise en concurrence, fixant toutes les dispositions contractuelles, selon les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R2162-13 à R2162-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

Le montant maximum du marché est fixé à 3 114 800.00 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre, réparti comme suit par lot :

N°	Désignation	Montant sur la durée maximale
1	Fruits et légumes frais	2 754 800.00
2	Légumes de saison biologiques pour le CHU de Brest	280 000.00
3	Légumes de saison biologiques pour le CH de Lanmeur, le CH de Lanerneau et le CH de Lesneven	80 000.00

ARTICLE 3 – DUREE

3.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet à compter du 1^{er} juillet 2025 ou à la date de réception de la notification si cette dernière est postérieure, pour une durée de 24 mois.

Au-delà de sa première période d'exécution, il pourra éventuellement être reconduit 2 fois pour une période de 12 mois par reconduction tacite du CHU de Brest. Dans le cas contraire, la dénonciation sera possible jusqu'à 3 mois avant l'échéance.

La durée totale de l'accord-cadre (périodes de reconductions comprises) ne pourra excéder 48 mois.

Le titulaire ne pourra refuser la reconduction.

Toutefois, l'acheteur se réserve la faculté de résilier l'accord-cadre à n'importe quel moment, sans indemnité pour le titulaire en cas de mauvaise exécution ou non-exécution de la prestation. A défaut d'accord, l'accord-cadre sera résilié en totalité ou partiellement – si le litige ne concerne qu'un lot de l'accord-cadre – par lettre recommandée avec accusé de réception.

3.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution se réalisent au fur et à mesure des besoins exprimés selon les modalités précisées aux articles 5 et 6 du présent CCAP.

3.3 Marchés complémentaires et /ou similaires

Le CHU de Brest se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre, par ordre de priorité d'application, sont les suivantes :

- **Lot n°1 :**

- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre :

- l'acte d'engagement et ses annexes
 - les bons de commande
 - le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Brest fait seul foi
 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Brest fait seul foi
 - le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – Arrêté du 30 mars 2021.
 - la réponse technique du titulaire

- Les pièces contractuelles des marchés subséquents :

- les bons hebdomadaires de consultation, faisant office de bons de commande.

- **Lots n°2 et 3 :**

- l'acte d'engagement et ses annexes
 - les bons de commande
 - le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Brest fait seul foi
 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Brest fait seul foi
 - le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – Arrêté du 30 mars 2021.
 - la réponse technique du titulaire.

Les documents visés ci-dessus sont supposés connus du titulaire de l'accord-cadre ; celui-ci est tenu d'en accepter les clauses et conditions particulières qui seraient éventuellement contraires à ses conditions personnelles de vente ou à celles des organisations professionnelles.

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE MULTI-ATTRIBUTAIRE (LOT N°1)

5.1 Obligations des parties

Il est de la responsabilité du CHU de Brest, en tant qu'établissement support du GHT BO, d'assurer la gestion de la procédure de mise en concurrence devant aboutir à la conclusion de l'accord-cadre multi-attributaire issu du lot n°1, ainsi que la gestion des missions liées à l'exécution de cet accord-cadre (réalisation des avenants, mise en œuvre des clauses de révision de prix, gestion des éventuelles résiliations).

La gestion des marchés subséquents (mise en concurrence, attribution, exécution) relève de la responsabilité de chaque établissement – support et partie – du GHT BO nommé à l'article 1.2 du présent CCAP, pour ses besoins propres (réalisation des commandes, contrôle des livraisons, règlement financier des commandes).

Les attributaires de l'accord-cadre s'engagent à répondre aux mises en concurrence auxquelles procèderont les établissements du GHT BO en vue de la conclusion de leurs marchés subséquents, sous réserve d'un empêchement dû à un cas de force majeure, qu'ils devront justifier expressément par courrier auprès de l'établissement concerné.

Dans le cas contraire, des pénalités telles que prévues à l'article 8.2 du présent CCAP pourront leur être appliquées.

5.2 Modalités de remise en concurrence et d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre. L'attribution du marché subséquent est effectuée par l'envoi d'un bordereau hebdomadaire de consultation valant notification.

La procédure de remise en concurrence doit respecter les impératifs suivants :

- La consultation des titulaires doit toujours être écrite ;
- Le délai de consultation doit toujours être identique pour tous les titulaires consultés
- Les titulaires consultés doivent toujours transmettre leur offre par écrit

En cas d'impossibilité pour le fournisseur retenu d'assurer la livraison, les candidats suivants dans le classement seront destinataires de la demande. En cas d'impossibilité pour les titulaires de l'accord-cadre d'assurer la livraison, le pouvoir adjudicateur pourra s'approvisionner auprès de tout fournisseur de son choix.

Les spécifications de la remise en concurrence, notamment le calendrier et les moyens utilisés, sont précisées dans la partie 2 – Dispositions spécifiques : Lot n°1 « Fruits et légumes frais » du CCTP.

ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS (LOT N°1) ET DES ACCORDS-CADRES MONO-ATTRIBUTAIRES (LOTS N°2 ET 3)

Les correspondances, réunions et discussions relatives aux accords-cadres et aux marchés subséquents se dérouleront en français ; il appartiendra au titulaire de désigner, pour l'exécution des accords-cadres et des marchés subséquents, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

6.1 Commandes

L'exécution des accords-cadres mono-attributaires et des marchés subséquents s'opère par bons de commande établis au fur et à mesure des besoins et visés et adressés par chacun des établissements du GHT BO.

Le bon de commande vaut mise en demeure pour l'application de l'article 11 et pour l'exécution par défaut prévue à l'article 41 du CCAG /FCS.

Le bon de commande comporte :

- la référence au présent accord-cadre
- le numéro de commande
- le nom et l'adresse du titulaire
- la désignation de la fourniture
- les lieux et jours/heures de livraison
- la date limite de livraison
- les quantités commandées
- les prix unitaires
- le montant total HT et TTC du bon de commande
- l'adresse de facturation.

Toute livraison effectuée en l'absence de bon de commande ne fera l'objet d'aucun règlement.

Au cas où le fournisseur ne pourrait fournir le produit demandé sur le bon de commande, il doit demander l'accord préalable du service émetteur du bon de commande, qui répondra également pour remplacer le produit concerné par un autre, en aucun cas de qualité inférieure. Ce dernier sera facturé au prix du marché même si le produit proposé est de meilleure qualité que celui référencé au marché.

Il est rappelé que le responsable approvisionnements doit tout mettre en œuvre pour faciliter le groupage des commandes, à charge du fournisseur de limiter au maximum les livraisons, les bordereaux de livraisons et les factures.

Toutes les références mentionnées au bordereau des prix unitaires doivent être conformes aux spécificités techniques.

6.2 Livraisons

Les livraisons de fournitures sont effectuées suivant les dispositions visées au CCTP et conformément aux modalités pratiques décrites ci-dessous.

Elles seront faites par les soins du titulaire, à ses frais et risques, franco de port et d'emballage sans minimum de commande.

Toute disposition sera prise sur les emballages pour assurer une identification détaillée du produit afin de permettre un contrôle rapide à la réception.

Le délai d'exécution court à compter de la date d'émission du bon de commande. A défaut du respect des différents délais prévus, il sera fait application de l'article 8.1 du présent CCAP.

IMPORTANT

En cas de **problème** concernant ces livraisons, le fournisseur s'engage à prévenir les établissements émetteurs de la commande, **dès réception de cette commande**.

Les livraisons seront effectuées en présence du responsable du magasin ou de la cuisine de chacun des établissements ou de ses représentants, seuls habilités à réceptionner les marchandises et à viser les bons de livraison et/ou bons de transport.

Les bons de livraison seront conformes à la description reportée à l'article 5 du CCTP.

Le fournisseur se conformera aux recommandations émises à l'article 5 du CCTP.

En cas :

- de refus de livraison
- de livraison incomplète
- de retard
- de non-remplacement dans les délais impartis d'une fourniture ayant fait l'objet d'un rejet,
- en cas de rupture de stock d'un produit référencé à l'accord-cadre

les établissements pourront s'approvisionner auprès du fournisseur de leur choix, aux frais et risques du titulaire, sans mise en demeure.

En cas de rupture de stock d'un produit référencé à l'accord-cadre et que le titulaire est à même de remplacer par un produit d'une autre référence : le prix facturé ne pourra être supérieur à celui du produit retenu à l'accord-cadre si celui-ci est plus cher.

6.3 Opération, vérification, admission

Les opérations de vérification ayant pour objet de contrôler la conformité de la prestation avec les spécifications de l'accord cadre seront effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 29 du CCAG /FCS.

Chaque établissement procède aux opérations de vérification qu'il estime nécessaires, et telles que définies dans le CCTP.

En cas de **litige**, l'établissement se réserve le droit de faire procéder **à tout contrôle de la qualité**.

Les produits livrés qui ne seraient pas strictement identiques aux modèles proposés, qui, à l'usage, ne donneraient pas satisfaction ou qui ne seraient plus livrés selon les directives indiquées au CCTP, devront être repris ou échangés aux seuls frais du fournisseur.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la quantité indiquée sur le bon de commande, le titulaire de l'accord-cadre, suivant le cas, se verra refuser l'excédent de la commande ou au contraire invité à compléter la livraison dans les délais prescrits.

Vérification : elle aura lieu dans les locaux de l'établissement, par les agents désignés à cet effet et sera qualitative et quantitative, selon les indications précisées à l'article 6 du CCTP.

Admission : l'admission sera prononcée par l'agent habilité au service. Elle est matérialisée par le bulletin de livraison et son duplicata qui, visé par signature du représentant de la personne responsable du marché vaut procès-verbal d'acceptation, sous réserve des vices cachés. La signature du bon de livraison par la personne responsable des réceptions est impérative. A défaut la marchandise sera considérée comme non réceptionnée.

ARTICLE 7 – PRIX ET REGLEMENT

7.1 Règlement des fournitures

Les fournitures sont réglées de façon distincte par établissement à l'origine de la commande.

Les fournitures sont réglées sur la base de prix unitaires appliqués aux quantités livrées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture, ainsi que tous les frais afférents au traitement administratif de la commande, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, **au transport**, jusqu'au lieu de livraison.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans l'accord-cadre sont exprimés hors TVA. Le taux de TVA doit être précisé.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les prix s'entendent franco de port et d'emballage.

Les seuils minima de commande ne sont pas acceptés.

7.2 Modalités de révision

- **Lot n°1**

Les prix sont fermes et réputés être les prix de remise des offres pour toute la durée du marché subséquent.

Pour l'exécution du marché, en complément de l'envoi du bordereau hebdomadaire de consultation, tel que précisé dans la partie 2 – Dispositions spécifiques : Lot n°1 « Fruits et légumes frais » du CCTP, le titulaire transmet, selon les mêmes modalités, les cours du Marché d'Intérêt National (MIN) de RUNGIS.

Les prix proposés par le titulaire ne pourront pas être supérieurs à ceux du prix moyen de la cotation de RUNGIS (cotation moyenne de la semaine A).

En cas d'apparition de nouvelles références en cours de marché (ex : changement de saison), le prix ne devra pas dépasser le cours moyen du MIN de RUNGIS.

En cas de suppression d'une cotation, le prix pourra évoluer après accord du responsable des marchés du CHU de Brest. Dans l'attente de cet accord, c'est la dernière cotation connue qui s'appliquera.

Dans le cas d'un événement imprévisible (climat, transport) modifiant de façon considérable les cours avant qu'ils ne soient pris en compte dans la cotation (à la hausse ou à la baisse), ce seront les prix de la cotation de la semaine A qui accompagne l'offre de prix qui feront référence.

Le fournisseur s'engage à livrer une marchandise pour laquelle le prix fera référence à l'une des cotations existantes.

En cas d'impossibilité et pour les produits régionaux non cotés (ex. : fraises, tomates), **le prix sera fixé en accord avec l'acheteur préalablement à la livraison.**

Si, durant la période d'exécution de l'accord-cadre, le régime des mercuriales (servant de base aux prix de celui-ci) vient à être modifié, l'accord-cadre est aménagé sur ce point par un avenant.

A défaut d'accord entre les parties sur la rédaction de cet avenant, l'accord-cadre est automatiquement résilié sans indemnité à partir du jour de la suppression ou de la modification de la mercuriale de base initiale.

- **Lots n°2 et 3**

Les prix sont établis sur la base de conditions économiques du mois M0 de la date de notification de l'accord-cadre.

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont fermes pour le 1^{er} trimestre d'exécution.

Au-delà du 1^{er} trimestre d'exécution, les prix pourront éventuellement faire l'objet d'une révision périodique trimestrielle, selon un coefficient de variation en hausse ou en baisse, obtenu par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_o [I/I_o]$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P_o = Prix initial ou précédent selon le cas

I = Valeur connue, à la date de la demande de révision, relative à la cotation RNM des fruits et légumes

I_o = Valeur de l'indice initial (indice connu à la date de réception de l'offre) ou précédent, relative à la cotation RNM des fruits et légumes

Les indices à retenir pour le calcul des révisions sont ceux du Marché d'Intérêt National (MIN) de RUNGIS.

Sur cette base, et au début de chaque période de révision, le titulaire doit faire parvenir au CHU de Brest un barème des prix applicables pour la période suivante.

En cas :

- d'absence d'indice sur une période, l'indice à prendre en considération sera celui de la période précédente
- d'évolution de la base de l'indice : si durant la période d'exécution de l'accord-cadre, la base de l'indice (servant de base au prix de celui-ci), vient à être modifié ou supprimé, l'accord-cadre est aménagé sur ce point par un avenant, prenant une autre base de calcul du prix, avec modification de l'indice le cas échéant. A défaut d'accord entre les parties sur la rédaction de cet avenant, l'accord-cadre est automatiquement résilié sans indemnité à partir du jour de la modification ou de la suppression ou de la modification de la base initiale.

Le coefficient final de révision est arrêté à la troisième décimale et est arrondi au millième supérieur.

Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant la période de reconduction concernée.

Pour chaque révision, le fournisseur devra en faire la demande par lettre recommandée au moins 30 jours avant la date de révision.

Les hausses et les baisses résultant d'une révision de prix ne seront applicables qu'après accord écrit du Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical du CHU de Brest ou son représentant. Cet accord doit intervenir dans les 30 jours calendaires à compter de la date de réception du courrier recommandé. Le silence gardé par le CHU de Brest vaut refus de la proposition.

7.3 Clause de sauvegarde

Au cas où le nouveau prix, tel que calculé selon les dispositions prévues à l'article 7.2 du présent CCAP, serait supérieur à 3% du dernier prix, le CHU de Brest se réserve la possibilité de résilier sans indemnité la partie de l'accord-cadre non encore exécutée

A défaut d'accord, le CHU de Brest pourra prononcer la résiliation de l'accord-cadre sans mise en demeure préalable aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci ne puisse prétendre à une indemnité.

7.4 Changement de référence

Dans le cas de modification des produits n'entraînant pas de modification dans les résultats ou de modification de matériel, et quelle qu'en soit l'origine, le fournisseur sera tenu :

- de prévenir le Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical du CHU de Brest ou son représentant, au moins deux mois à l'avance afin qu'il recueille, pour le changement, l'accord des utilisateurs ;
- de maintenir, pour la période d'exécution de l'accord-cadre restant à courir, le prix initial du produit ;
- d'accepter, en cas de modification majeure, le retrait du lot correspondant à ce produit de l'accord-cadre.

7.5 Versement d'avance

Une avance de 5% peut être accordée sauf renonciation écrite du titulaire.

Cette clause ne s'applique pas si le montant de la commande est inférieur au seuil de 50 000 € H.T.

Dans le cas où le titulaire souhaiterait le versement de cette avance, il leur sera demandé la production d'une garantie à première demande.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande.

Le montant de l'avance est déterminé conformément à l'article 11.1 /Option B du CCAG/FCS portant application de l'article R2191-7 Al. 3° du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

Si le délai d'exécution n'excède pas 12 mois, cette avance est égale à 5% (ou le cas échéant 10% pour les petites et moyennes entreprises) du montant initial toutes taxes comprises de la commande.

Si le délai d'exécution est supérieur à 12 mois, cette avance est égale à 5% (ou le cas échéant 10% pour les petites et moyennes entreprises) de la somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises de la commande divisé par sa durée exprimée en mois.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance sera mandatée sur le vu d'un projet de décompte présenté par le prestataire.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant minimum TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

7.6 Conditions de règlement

Les factures sont établies de façon distincte par établissements du GHT BO.

La présentation des demandes de paiement et modalités de règlement s'effectueront dans les conditions fixées aux articles 11 et 12 du CCAG /FCS.

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait sur présentation de factures portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◇ le nom, l'adresse, le numéro de SIRET du créancier,
- ◇ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- ◇ le numéro et la date du bon de commande

- ◇ le numéro de l'accord-cadre
- ◇ la désignation précise de la fourniture livrée
- ◇ les quantités livrées
- ◇ le prix unitaire hors T.V.A. des fournitures
- ◇ le pourcentage de remise accordé
- ◇ le prix unitaire net H.T. (remise déduite)
- ◇ le montant hors T.V.A.
- ◇ le taux et le montant de la T.V.A.
- ◇ le montant total T.V.A. comprise correspondant aux fournitures livrées
- ◇ la date de facturation

Le délai de mandatement s'apprécie à compter de la date de réception des factures par chacun des établissements du GHT BO exécutant l'accord-cadre.

Le délai global de paiement du présent accord-cadre est fixé à 50 jours. Le dépassement ouvre de plein droit le versement d'intérêts moratoires.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est celui appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile en cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28 janvier 2013 est également due.

Il doit être établi une facture par livraison. Les factures seront transmises le jour même de la livraison (et au plus tard fin de décade de livraison).

7.7 Dématérialisation des factures

L'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique a prévu une dématérialisation des demandes de paiement applicable depuis le 1^{er} janvier 2017 aux grandes entreprises et aux fournisseurs publics, puis progressivement généralisée jusqu'au 1^{er} janvier 2020 en tenant compte de la taille des entreprises concernées.

L'utilisation de CHORUS PORTAIL PRO (CPP) est ainsi désormais obligatoire pour toutes les demandes de paiement.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique doit passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement doit rejeter la facture transmise en avertissant le titulaire au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite de l'établissement concerné, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Les identifiants de facturation du GHT BO sont précisés dans l'annexe 3 du CCTP.

Vous trouverez un « kit documentaire fournisseur » sur la plate-forme communauté Chorus Pro :

Cette plate-forme est accessible sans identifiant ni mot de passe.

ARTICLE 8 – PENALITES

8.1 Pénalités de retard d'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1. du CCAG/FCS, en cas de retard dans les livraisons ou de non-remplacement dans les délais impartis d'une marchandise ayant fait l'objet d'un rejet, le fournisseur encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 20 € HT par jour de retard. Le montant de ces pénalités sera notifié au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et fera l'objet d'un titre exécutoire. Les pénalités pour retard commencent à courir sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

8.2 Pénalités pour non-réponse à une remise en concurrence des marchés subséquents

Concernant le lot n°1, les titulaires de l'accord-cadre sont tenus de déposer une offre à chaque passation d'un marché subséquent.

A défaut de réponse, l'attributaire encourt une pénalité de 50 euros HT, par absence de réponse à une remise en concurrence.

8.3 Dispositions communes aux pénalités prévues aux articles 8.1 et 8.2

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG /FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Les pénalités sont cumulables.

8.4 Pénalités au titre de l'article L.8222-6 du Code du Travail

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué une pénalité journalière de 100€ H.T., dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

ARTICLE 9 – CLAUSE DE REEXAMEN

Les accords-cadres pourront faire l'objet de modification dans les cas suivants :

- Le Centre Hospitalier de Landerneau et le Centre Hospitalier de Lesneven sont établissements exécutants des accords-cadres contractualisés par le Centre Hospitalier Universitaire de Brest au nom du GHT de Bretagne Occidentale. L'exécution de ces accords-cadres au bénéfice de ces deux établissements est susceptible d'être transférée en cours d'exécution au bénéfice d'un futur Groupement d'Intérêt Public (GIP) constitué par le Centre Hospitalier de Landerneau et le Centre Hospitalier de Lesneven. Un avenant actant ce transfert sera signé entre le(s) titulaire(s) et l'acheteur avant la constitution de ce GIP ;
- Des produits correspondant à des besoins réguliers, non identifiés au lancement de la consultation et non recensés dans les annexes du CCTP peuvent être ajoutés en cours d'exécution des accords-cadres, sans altération de l'équilibre financier de l'accord-cadre ;

- Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie de l'accord-cadre en ce qu'il impacte le prix des fournitures prévues à l'accord-cadre, les parties contractantes peuvent convenir de la modification de la clause de révision des prix, le cas échéant pour une durée limitée. Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques de l'accord-cadre, la livraison des fournitures prévues à l'accord-cadre dans leur niveau de qualité ou de prix. Sous réserve de l'accord des deux parties, cette modification fera l'objet d'un avenant.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, l'exécution de l'accord-cadre est poursuivie dans les mêmes conditions par le titulaire. L'acheteur peut également décider de résilier l'accord-cadre pour ce motif, pour événements extérieurs à l'accord-cadre, sans indemnité pour le titulaire.

- Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Toute clause de réexamen ou modification des accords-cadres fera systématiquement l'objet d'un avenant qui devra être signé par le titulaire et l'acheteur hormis quand une modification unilatérale est décidée par l'acheteur.

ARTICLE 10 – RESILIATION

L'accord-cadre pourra être résilié suivant les dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS. Par dérogation à l'article 42, le titulaire ne pourra prétendre en aucun cas au versement d'une indemnité tel que prévu à l'article 43 du CCAG /FCS.

L'acheteur se réserve également le droit de résilier totalement ou partiellement ou de modifier l'accord-cadre pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- **carence du fournisseur** : si les utilisateurs décèlent une dégradation de la qualité entraînant des résultats non satisfaisants ;
- **cessation de fabrication ou commercialisation** de la part du fournisseur attributaire qui en aura avisé le Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical du CHU de Brest au moins deux mois à l'avance ;
- **non-respect de l'une des clauses du présent CCAP** et, particulièrement, celles des articles 5 et 6 concernant les modalités d'exécution ;
- **non-respect** des conditions et délais de livraisons proposés par le titulaire lors de la remise de son offre ;
- en cas de cessation volontaire de commerce, faillite ou de liquidation judiciaire. Dans ce cas, l'accord-cadre sera résilié de plein droit, sans préjudice des droits à exercer au nom des établissements concernés sur les prix des livraisons non soldées. En cas de cession de fonds de commerce, le nouveau titulaire prendra à sa charge, après élaboration d'un avenant de transfert, les engagements souscrits par son prédécesseur.

ATTENTION :

En cas de manquement du fournisseur titulaire de l'accord-cadre mettant les établissements concernés dans l'obligation de faire appel à un autre fournisseur, le titulaire prendra à sa charge le surcoût de l'opération sur production par l'établissement concerné de la facture correspondante.

Si la résiliation est prononcée en application de l'article 38 du CCAG/FCS, l'établissement se réserve la possibilité de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire (article 45 du CCAG/FCS).

La résiliation globale ou partielle sera prononcée par lettre recommandée du CHU de Brest avec accusé de réception et prendra effet 15 jours après sa notification au titulaire.

ARTICLE 11 – DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Tout différend survenant à l'occasion de la présente consultation sera soumis, préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues dans le CCAG/FCS, au Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical du CHU de Brest ou son représentant.

En cas de différend relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, entre le titulaire de l'accord-cadre et l'acheteur, le CHU de Brest proposera au prestataire de régler le litige à l'amiable.

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif de Rennes sera compétent.

ARTICLE 12 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 8.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG /FCS

L'article 8.3 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG /FCS

L'article 10 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG /FCS

ARTICLE 13 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE

La Trésorerie Principale de BREST CH est chargée du paiement des fournitures livrées dans le cadre du présent accord-cadre pour le CHU de Brest, le CH de Landerneau, le CH de Lanmeur, le CH de Lesneven, le CH de Morlaix et le CH de Saint-Renan.